



## AG 2026 – RAPPORT MORAL

La Sfen et ses GR informent régulièrement sur les évolutions sociétales, techniques et politiques concernant l'énergie nucléaire. Il apparaît donc important de rappeler les signaux les plus importants qui depuis 10 ans ont conduit à la relance du nucléaire en France et à l'international.

En 2015, à la suite de la COP 21 qui a abouti à l'accord de Paris, les stratégies énergétiques des pays signataires avaient pour but de réduire les émissions des gaz à effet de serre afin de limiter le réchauffement climatique sans les lier directement à notre dépendance aux énergies fossiles. De fait, la stratégie française reposait sur des efforts de sobriété et d'efficacité et sur le recours aux ENR dans un mix électrique où la production d'électricité d'origine nucléaire serait limitée à 50% en 2025. Cela s'est traduit par la décision d'arrêter les réacteurs de 900 MWe au bout de 40 ans d'exploitation en commençant par les deux réacteurs de la centrale de Fessenheim en 2020.

Il a fallu attendre 2022 pour assister à un tournant stratégique avec le discours du président Macron à Belfort, qui place l'énergie nucléaire au cœur de notre mix de production d'électricité, remettant en question l'arrêt de réacteurs nucléaires pour des raisons autres que de sûreté. Il annonce la construction de 6 EPR tenant compte du retour d'expérience des EPR déjà construits ou en cours de construction (EPR2) et 8 en option, et lance à travers l'appel à projet France 2030 la création de start-ups nucléaires destinée à faire émerger des innovations dans le domaine de petits réacteurs modulaires. Cette nouvelle stratégie impliquait de modifier les cadres institutionnels européens afin de faciliter le financement des différents projets par l'inclusion du nucléaire dans la taxonomie verte. Avec les gouvernements suédois, finlandais et tchèque, la France a constitué l'Alliance du Nucléaire, pour contrer les positions antinucléaires de l'Allemagne, l'Autriche, le Luxembourg et l'Irlande, opposées à cette inclusion.

Ce discours de 2022 s'inscrivait dans une volonté de réindustrialisation du pays, après le choc des années COVID et les difficultés sociales et économiques qui en ont découlé.

En 2022, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a conduit à une crise énergétique due à la dépendance de l'Europe aux hydrocarbures russes. Ce conflit a entraîné une prise de conscience des opinions publiques sur les atouts de l'énergie nucléaire comme outil de souveraineté énergétique.

La COP28 organisée par les EAU à Dubaï fin 2023 a abouti à un accord final historique. Pour la première fois a été mentionnée la contribution de l'énergie nucléaire à la lutte contre le changement climatique. Une vingtaine de pays, dont la France, avaient d'ailleurs appelé en décembre 2023, à tripler les capacités de l'énergie nucléaire dans le monde d'ici 2050, par rapport à 2020. Pour la première fois aussi lors d'une COP il a été convenu qu'il était nécessaire de sortir des énergies fossiles pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, conformément aux préconisations scientifiques. Benoit Erbacher, alors Président de Sfen JG, nous avait présenté lors d'une conférence que nous avons organisées avec l'ENSAM Cluny dans ses locaux, les actions menées par les différentes associations internationales de jeunes pour le nucléaire pour cette COP.

En France, la 3<sup>ème</sup> édition de la programmation pluriannuelle de l'énergie, jugée par certains imparfaite, mais qui a le grand mérite d'acter l'abandon de l'arrêt des réacteurs de 900 MW entre 2025 et 2035, et la construction des EPR2 a été publiée en février 2026.

Enfin dans le contexte de la guerre en Iran, la nécessité d'une transition pour sortir des énergies fossiles est devenue prégnante. A tel point que lors du sommet international sur l'énergie nucléaire organisée par la France en collaboration avec l'AIEA le 10 mars 2026 et destinée à tracer la voie pour le triplement des capacités nucléaires tel qu'annoncé à Dubaï, la présidente de la commission européenne a reconnu que la réduction de la part du nucléaire était une erreur stratégique. Elle a en effet déclaré : « Alors qu'en 1990, un tiers de l'électricité européenne provenait du nucléaire, aujourd'hui cette part est tombée à environ 15%. Cette réduction de la part du nucléaire était un choix. Je pense que c'était une erreur stratégique de la part de l'Europe de se détourner d'une source fiable et abordable d'énergie à faibles émissions ».

Cette nécessité de sortir des énergies fossiles pour garantir la souveraineté énergétique de la France a été soulignée lors du **5ème Conseil de politique nucléaire (CPN)** réuni par le Président de la République le 12 mars 2026.

La nécessité de la relance du nucléaire a ainsi été confirmée et le conseil a pris acte de la cible de coûts de construction des 6 EPR2 de 72,8 Md€2020 ainsi que du schéma de financement, qui ont été présentés à la commission européenne et qui font l'objet d'une consultation publique. Le calendrier de mise en place de ce financement doit être cohérent avec une première mise en service en 2038. La Sfen a mis en ligne une vidéo sur sa chaîne youtube permettant de comparer ce coût à celui d'autres grands projets énergétiques. Nous avons mis cette vidéo sur notre borne interactive.

Afin de disposer de tous les outils nécessaires à la relance du nucléaire aussi bien à l'international qu'en France, Orano a lancé un programme « Aval du Futur » dont le CPN a également pris acte des avancées. Ce programme a pour objectif dans un premier temps de répondre aux besoins du parc existant et des EPR2, avec la construction de deux nouvelles piscines d'entreposage des combustibles usés et d'une nouvelle usine de fabrication de combustible MOX (MELOX2) à la Hague pour une mise en service d'ici 2040, puis dans un deuxième temps d'une nouvelle usine de retraitement (la Hague 2) et d'une troisième piscine d'entreposage.

Il faut souligner que le CPN a confirmé le lancement d'un programme de fermeture du cycle du combustible permettant de se passer de l'importation d'uranium naturel à l'horizon 2100. Pour atteindre cet objectif, il faudra disposer de réacteurs à neutrons rapides et d'un cycle du combustible garantissant le recyclage du plutonium. Les caractéristiques de ces réacteurs vous avaient été présentées par le regretté Joël GUIDEZ l'année dernière. Le lancement de la construction d'un premier réacteur à neutrons rapides est envisagé pour 2030. Il faut noter que ce programme doit mobiliser tous les acteurs concernés, CEA, ORANO, EDF et les acteurs émergents comme les start-up HEXANA et OTRERA dont les projets ont fait l'objet de conférences que nous avons organisées avec l'Université pour Tous de Bourgogne à Chalon sur Saône.

Si la sortie des énergies fossiles passe par une électrification des usages, d'autres secteurs peuvent être décarbonés grâce à l'énergie nucléaire comme la fourniture de chaleur pour le chauffage urbain ou des applications industrielles. Des financements complémentaires ont été apportés aux deux petits réacteurs CALOGENA, qui pourrait être implanté sur le site de Cadarache pour le chauffage, et JIMMY pour la fourniture de chaleur industrielle sur le site de Bazancourt dans la Marne.

En BFC, nous sommes plus particulièrement concernés par les projets liés à la poursuite d'exploitation des réacteurs existants à 60 ans voire au-delà, à l'adaptation de l'outil industriel de Framatome pour la construction des EPR à l'export et des EPR2, et à ce sujet nous participons à la concertation continue sur le projet Forge+ du Creusot. Nous n'oublions pas que notre région accueille aussi l'usine ARABELLE de Belfort qui construit notamment les turboalternateurs de ces réacteurs et le site de Valduc du CEA qui œuvre pour notre dissuasion nucléaire.

Les grands enjeux de cette relance du nucléaire sont le financement de ces projets et la capacité des industriels à recruter pour répondre à l'ensemble des besoins.

Pour la part financement, il est indispensable que l'opinion publique ait confiance dans cette technologie et qu'ainsi les investisseurs puissent eux-aussi avoir confiance. C'est pour cela qu'il nous faut continuer à expliquer ce qu'est le nucléaire et à ce sujet la Sfen vient de rééditer les fiches « Parlons du Nucléaire ».

Vis-vis des besoins en recrutement, nous continuons notre participation au club nucléaire Bourgogne Franche-Comté nous permet d'accompagner les actions d'attractivité des métiers de la filière ou de coloration nucléaire de formations permettant aux apprenants d'être rapidement opérationnels pour la filière.

Il ne faut pas oublier que la Sfen ne peut mener ces actions que grâce aux cotisations des adhérents. Dans ce cadre, pour amener les salariés des entreprises de la filière nucléaire à nous rejoindre, nous avons mené des actions pour faire connaître la Sfen lors de forum organisés par la CFE/CGC dans les usines Framatome de St Marcel et de Montbard et nous prévoyons une action de ce type au CEA/VALDUC en septembre prochain.

Toutes nos actions sont proposées, discutées au sein de notre comité d'action qui va être renouvelé lors de cette assemblée générale. Je tiens à remercier toutes celles et ceux qui y participent activement et souhaitent par avance la bienvenue aux futurs élus pour poursuivre la dynamique de notre groupe.

Régis Baudrillart – Président de la Sfen BFC